



## **Levée de toutes les OQTF qui visent nos élèves !**

Les mesures gouvernementales contre les droits des étranger·es ne cessent de se durcir et doivent nous inviter, plus que jamais dans le contexte politique actuel, à nous mobiliser pour défendre des valeurs fraternelles et humanistes dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Nous constatons avec indignation, depuis la mise en place de la circulaire Retailleau, un acharnement administratif tout particulier sur les jeunes étranger·es scolarisé·es en Essonne. Les OQTF (Obligations de Quitter le Territoire Français) pleuvent et continuent de pleuvoir sur des jeunes qui préparent un Bac, un CAP ou un BTS, ou qui sont déjà en apprentissage. Ces OQTF brisent leur parcours scolaire et leur vie.

Une mobilisation départementale, à l'appel du collectif Exilés 91, a été organisée le mercredi 15 octobre 2025 pour demander la levée des OQTF qui pèsent sur des élèves des lycées Pagnol, Monge, Baudelaire, Brassens et Doisneau. L'audience qui a eu lieu ce jour-là a montré que les dossiers sont traités dans l'opacité et l'arbitraire le plus total. Ces jeunes scolarisé·es sont menacé·es d'être renvoyé·es dans leurs pays, alors qu'ils et elles sont, depuis de nombreuses années, inséré·es dans leurs établissements, dans leurs villes. Leurs vies sont ici, leur avenir est ici ! Pour certain·es, compte tenu des raisons qui les ont poussé·es à fuir et à venir en France, cette menace d'expulsion équivaut à une condamnation à mort. La préfecture de l'Essonne a été informée de ces situations. Il est indigne qu'elle persiste dans sa décision !

Ces OQTF sont vécues par les personnels d'éducation comme une véritable rupture de confiance : l'État, à travers les moyens qu'il donne pour scolariser ces jeunes et grâce à la conscience professionnelle des personnels qui les encadrent, a investi dans des parcours scolaires qui se voient brutalement brisés par une décision injuste et déloyale de la Préfecture. Cette contradiction, entre deux services publics, le service public d'Éducation et le service public de la Préfecture, doit nous inquiéter fortement. Les personnels d'éducation exigent plus de cohérence, plus de justice, plus d'humanité, et une politique en adéquation avec les valeurs de la République que les programmes de l'Éducation Nationale demandent d'enseigner.

C'est pourquoi, la mobilisation doit continuer et s'amplifier ! Les organisations syndicales (FSU 91, FNEC-FP-FO 91, CGT Éducation 91, CFDT Éducation 91, UNSA Éducation 91, Sud Éducation 91) et la fédération de parents d'élèves FCPE de l'Essonne exigent que la Directrice Académique intervienne auprès de la Préfecture pour défendre et protéger les élèves essonnien·es. Elles appellent à faire voter des motions contre les OQTF dans tous les conseils d'Administration des collèges et lycées de l'Essonne. Elles appellent à rejoindre massivement la prochaine manifestation qui aura lieu à Évry-Courcouronnes.

**Rendez-vous le mercredi 19 novembre à 14h**  
**Place des Droits de l'Homme, à Evry-Courcouronnes !**